

Le Hamas à la recherche de son idéologie

Trois facteurs ont rendu possible la réconciliation palestinienne : le rapprochement entre le Hamas et l'Égypte, la crise économique à Gaza et l'élection de Yahya al Sinwar.

Leila Seurat

Le 12 octobre 2017, le Hamas et le Fatah signaient au Caire un accord de réconciliation, le quatrième depuis que le Hamas a pris par la force la Bande de Gaza en juin 2007. Par cet accord, le Hamas décidait de remettre les clés de Gaza à Mahmoud Abbas cédant sur les principaux sujets de discorde qui opposaient jusqu'alors les deux formations politiques : le paiement du salaire de ses fonctionnaires est revu à la baisse, les forces de sécurité du Hamas ainsi que le contrôle des points de passage sont remis à l'Autorité palestinienne de Ramallah. Si les précédents accords de 2011, 2012 et 2014 n'avaient pas conduit à la formation d'un gouvernement d'union nationale ni à la levée du blocus, cette dernière tentative pourrait se révéler différente. Notre objectif ici n'est pas de mesurer ses chances de réussite. Il serait hasardeux d'établir des pronostics sur les chances d'un succès, ne serait-ce que parce que celui-ci dépend avant tout du bon vouloir des Israéliens. En choisissant de présenter les trois facteurs qui ont poussé le Hamas à accepter cet accord – externe, interne et organisationnel – il s'agit de démontrer que le mouvement est avant tout guidé par ses intérêts plutôt que par son idéologie. Nombreux sont pourtant ceux qui continuent de présenter le Mouvement de la Résistance Islamique comme imperméable à toute évolution guidé par ses seuls principes intangibles. La dernière réconciliation ne serait, d'après certaines de ces analyses, qu'un simple camouflet permettant au Hamas de mieux préparer son objectif ultime : la destruction de l'État d'Israël. À l'inverse de ce type de lecture qui ne repose que sur le soupçon permanent du double discours, il s'agit de comprendre ce qu'est le Hamas en observant ses pratiques.

Quand l'ennemi devient ami : le rapprochement avec le maréchal Al Sissi

Cette dernière réconciliation a été rendue possible grâce à l'implication des Égyptiens. Alors même que le maréchal Abdelfatah al Sissi avait engagé une guerre ouverte contre le Hamas dès son arrivée au pouvoir à l'été 2013, l'accusant d'être responsable de plu-

sieurs attaques contre les forces de sécurité égyptiennes et détruisant les tunnels qui séparent Gaza de l'Égypte, l'heure n'est plus au conflit. Le Caire s'est rapproché du Hamas pour réaliser un double objectif. Le premier est intérieur : il s'agit de lutter plus efficacement contre les takfiristes dans le Sinai. Le président égyptien fait le pari qu'un Hamas coopératif est plus utile qu'un Hamas isolé. Le deuxième est extérieur : l'Égypte cherche à jouer un rôle diplomatique majeur dans la région en se présentant comme un médiateur incontournable dans le dossier israélo-palestinien. Réunir les rangs palestiniens reste en ce sens un préalable à toute solution négociée. Le Caire regagnerait ainsi son traditionnel rôle dans la réconciliation, pris en charge en 2012 par le Qatar. Ce changement de stratégie de la part de l'Égypte ne peut que réjouir le Hamas qui tente, depuis 2006, de sortir de son isolement. Plusieurs rencontres entre les dirigeants du mouvement et les services de renseignements égyptiens lui avaient permis d'acquérir un statut d'interlocuteur non négligeable. À l'heure du déclin régional des Frères musulmans et de l'isolement du Qatar pour ses liens avec cette organisation jugée terroriste, cette respectabilité accordée au Hamas apparaît comme un geste important de la part de l'Égypte et fait vaciller l'homogénéité idéologique d'un prétendu axe Le Caire-Riyad-Abu Dhabi.

Dans l'objectif de conforter ce rapprochement, le Hamas avait lui-même fait le nécessaire. La publication de son nouveau document politique en mars 2017 n'avait fait aucune mention de son affiliation à la confrérie des Frères musulmans. Alors que la charte de 1988 présentait le Hamas comme la « branche palestinienne des Frères musulmans », ce nouveau document ne fait plus référence au lien qui unit le Hamas à l'association égyptienne. En 2012 pourtant, lorsque Mohammed Morsi avait été élu président de l'Égypte, le Hamas n'avait pas hésité à se présenter comme un mouvement issu de la confrérie égyptienne. Son rapprochement avec le président déchu l'avait même conduit à organiser ses dernières élections internes au Caire, en 2013. Depuis l'arrivée au pouvoir du maréchal Al Sissi et dans l'espoir de bénéficier d'une tolérance relative de la part des nouvelles autorités égyptiennes très

Leila Seurat, post-doctorante à l'Institut Universitaire Européen de Florence.



Azzam al Ahmad (D), du Fatah, y Saied al Aruri (G), du Hamas après la signature de l'accord de réconciliation palestinienne. Le Caire, le 12 octobre 2017. /KAHLED DESOUKI/AFP/GETTY IMAGES

hostiles aux Frères musulmans, le Hamas se présente désormais comme un mouvement « palestinien nationaliste islamiste », gommant tout lien avec la confrérie aux dépens de toute fidélité historique. Dans ce nouveau contexte et pour conforter son rapprochement avec l'Égypte, seul pays qui dispose d'une frontière avec la Bande de Gaza hormis Israël, le Hamas a pris conscience que s'en remettre à un environnement exclusivement islamique n'était plus productif. À travers ces gestes de bonne volonté interprétés par certains comme la manifestation d'une totale soumission, le mouvement risque pourtant de s'aliéner une partie de sa base sociabilisée aux idées fréristes. La visite le 9 septembre d'Ismaël Haniyeh au Caire avait elle-même provoqué la colère d'une partie de la jeunesse égyptienne acquise aux Frères musulmans.

Ces éléments devraient suffire à balayer les analyses qui mettent en avant les liens que le Hamas entretient avec des acteurs politiques extérieurs pour le disqualifier. Aussi bien pour ce qui est des relations avec les Frères musulmans égyptiens que pour ses liens avec des puissances étatiques comme le Qatar, la seule variable idéologique échoue à expliquer ces alliances. Lorsque l'idéologie vient contredire les intérêts du mouvement, celle-ci n'est plus

opérante. L'alliance du Hamas sunnite avec l'Iran chiite en est d'ailleurs l'illustration la plus parlante.

S'accrocher au pouvoir ou le remettre à son adversaire ?

Le deuxième facteur qui permet d'expliquer la réconciliation relève de la situation intérieure dans la bande de Gaza. Face à une crise économique d'envergure, le Hamas ne peut plus assurer sa gestion administrative. Cette impasse est toutefois moins le signe d'une quelconque incompétence présumée naturelle du Hamas que le résultat du blocus qui lui a été imposé dès 2006. Au blocus israélien et égyptien s'ajoutent les mesures prises par Abbas qui, pour mettre le Hamas à genoux, avait décidé d'arrêter de payer les factures d'électricité de Gaza, faisant payer à la population civile le prix d'un conflit politique inter-palestinien. C'est donc l'impasse qui explique pourquoi le Hamas a finalement décidé de se retirer de la gestion de Gaza et de dissoudre son comité administratif.

Il faut remonter à 2013 pour interpréter cette décision. La destruction des tunnels de contrebande reliant l'Égypte

te à Gaza par le maréchal Al Sissi avait déjà mis le Hamas face à des difficultés économiques. Le fonctionnement de son gouvernement avait été mis en péril, ses fonctionnaires n'ayant pas été payés durant plusieurs mois avant que leurs salaires n'aient été revus à la baisse. À l'arrêt des ressources liées au commerce des tunnels s'ajoute la baisse du soutien économique iranien. La guerre civile en Syrie avait en effet inauguré une divergence de point de vue entre le Hamas et l'Iran, le premier soutenant l'opposition, le second le régime d'Al Assad. Ce sont bien ces difficultés matérielles qui, dès juin 2014, avaient amené le Hamas à signer l'accord d'Al Shati, qui témoignait déjà d'une même volonté du mouvement de remettre la gestion de Gaza à Abbas. Immédiatement suivi de l'opération militaire israélienne « Bordure protectrice », cet accord n'avait pas abouti. Au refus israélien, s'ajoutaient des divergences internes au sein du Hamas, certains continuant de penser le retour du Fatah à Gaza comme une reddition inacceptable.

Ces différences montrent que le mouvement ne saurait être entendu comme un bloc homogène. Différentes tendances coexistent en son sein, qui sont moins le reflet de clivages idéologiques que de divergences d'intérêts. Une partie des brigades Al Qassam, qui continuait de bénéficier du soutien économique iranien, s'était longtemps opposée à un rapprochement avec le Fatah, tandis que d'autres profitaient de la collecte de taxes aux postes frontières du Hamas. Les partisans d'Al Shati pensaient au contraire, qu'il était temps de rendre les clés de Gaza à Abbas et de se concentrer sur la résistance à Israël, largement entachée par les impératifs du pouvoir. Les partisans de la réconciliation pouvaient aussi justifier ce retrait par la nécessité de se concentrer sur l'islamisation de la société, projet initial du Hamas avant qu'il ne choisisse de participer aux élections, à l'instar d'autres mouvements issus des Frères musulmans. La dissolution du comité administratif chargé de « veiller au bon fonctionnement de l'ensemble des services publics » a aussi fait quelques déçus, dont son président, Bassem Naim. Il n'en reste pas moins qu'il y a là le signe d'un pragmatisme du Hamas qui adapte son programme en fonction des possibilités qui s'offrent à lui. La mise en place d'un gouvernement parallèle à Gaza dès 2007, ainsi que la consolidation autoritaire de son pouvoir sur ce territoire donnaient à voir un quasi État à Gaza. Celui-ci ne semble pour l'instant bloquer la réconciliation, les fonctionnaires du Hamas pouvant porter la casquette de fonctionnaires d'une autorité palestinienne qui se présente comme indépendante de toute logique partisane. Garder le pouvoir ou le délaissier dépend ainsi moins d'une quelconque idéologie que d'intérêts conjoncturels.

Yahya al Sinwar : un 'radical' artisan de la réconciliation

Le dernier facteur qui a rendu possible la réconciliation relève d'un changement organisationnel. Les élections internes au mouvement qui

ont duré plusieurs mois avaient, dès le 13 février, permis l'élection de Yahya al Sinwar. Membre fondateur de la cellule de renseignement Al Majd, ancêtre des Brigades Al Qassam, il est considéré comme le plus radical des radicaux du Mouvement de la Résistance Islamique. Ayant passé plus de 20 ans dans les prisons israéliennes, son séjour carcéral est souvent mis en avant pour expliquer sa radicalité. Présenté par la presse israélienne comme un dangereux terroriste, son élection a également suscité des doutes au sein du Hamas, certaines voix dites « modérées » s'inquiétant de la présence d'un militaire à la tête d'une organisation politique.

Ayant représenté le Hamas dans les prisons israéliennes, Yahya al Sinwar est pourtant un familier des pratiques strictement politiques. Libéré en octobre 2011 en échange du soldat israélien Gilad Shalit, il avait été élu membre du bureau politique à l'occasion d'élections internes en 2013. C'est lui qui a rendu la réconciliation possible : entretenant des liens étroits avec les Brigades Azzedine al Qassam, il a pu imposer une décision longtemps controversée au sein de la branche armée du Hamas. Le soutien qui lui est accordé lui permet d'éviter toute contestation et de parachever sa politique de rapprochement avec le Fatah. Artisan de la réconciliation, il apparaît comme l'un des seuls capables d'homogénéiser différents pôles de pouvoir au sein du Hamas dont les intérêts ont parfois pu diverger. Une fois de plus ceci contredit, s'il en était encore nécessaire, les analyses qui spéculent sur les capacités d'évolution du Hamas en raison de sa prétendue idéologie. Les récents bombardements de tunnels par l'armée israélienne ayant tué 12 militants islamistes, dont deux combattants du Hamas, sont jusqu'à présent restés sans réponse. Yahya al Sinwar pourrait bien être celui qui permettra la conclusion d'un accord avec Israël pour un nouvel échange de prisonniers.

Trois facteurs ont rendu possible la réconciliation palestinienne : le rapprochement entre le Hamas et l'Égypte, l'aggravation de la crise économique à Gaza et l'élection de Yahya al Sinwar. L'accord avec le Fatah apparaît comme une priorité pour le mouvement qui a su faire fi de ses soit disant principes intangibles. Ennemi juré du Hamas et des Frères musulmans égyptiens, le maréchal Al Sissi devient l'ami du moment, bousculant toutes lectures idéologiques des alliances régionales. Entre attachement et délaisement, la relation du Hamas aux institutions politiques est loin d'être statique. L'instauration d'un mini État à Gaza, longtemps perçu comme un « hamastan », n'apparaît plus comme une fin en soi. Enfin, contre toute attente, c'est bien le « radical » Yahya al Sinwar qui s'est fait le promoteur de l'accord avec le Fatah. Que faire des « modérés » ou des « radicaux » lorsque les prétendus « radicaux » du Hamas se gardent de répondre aux provocations israéliennes ? ■